

Rendez-vous à Washington ?

Un point de vue pluraliste sur les institutions nord-américaines
par Robert Wolfe

Le Canada est certes privilégié de partager le même continent que les États-Unis, soutient Robert Wolfe. Mais aussi inéluctable que soit cette réalité économique et géographique, ses conséquences politiques ne sont pas prédéterminées. Même s'ils sont préoccupés par ce qui les distingue de leurs voisins du Sud, les Canadiens s'évertuent à saisir chaque occasion de profiter de leur vaste marché et sont fascinés par le vibrant spectacle de la vie culturelle américaine. Ils dépendent au reste de l'aide des Américains pour la défense du continent partagé, mais s'inquiètent d'être mêlés à des conflits jugés étrangers à leurs intérêts. Depuis le XIX^e siècle, nos deux pays n'ont cessé de parapher des traités et de créer des organismes pour gérer la complexité de leurs relations. Mais dans la foulée des événements du 11 septembre 2001, universitaires de renom, gens d'affaires et anciens ambassadeurs ne se sont pas moins inquiétés de l'apparente faiblesse des institutions nord-américaines : le Canada dépendrait plus que jamais des États-Unis, lesquels seraient cependant moins intéressés que jamais à tenir compte de l'opinion d'autres pays. Une indifférence apparente qu'aucun mécanisme institutionnel ne semble en mesure d'entamer.

Robert Wolfe oppose à cette vision un argument très simple. Si nos deux pays se dotaient d'une grande institution commune, celle-ci aurait son siège à Washington. Or le Canada doit son existence à son refus de considérer Washington comme un centre de décision collective. À moins que nous ayons changé d'avis, nous ne devrions pas envisager la création d'une nouvelle institution de cette ampleur. Nous devrions plutôt nous tourner vers les institutions que nous avons déjà en commun et nous baser sur elles. La première partie de ce texte décrit ainsi le problème qui semble se poser et résume les inquiétudes concernant les institutions nord-américaines actuelles. En deuxième partie, l'auteur propose une série de métaphores visant à identifier ces entités informelles et soumet leur crédibilité à quelques tests empiriques. Il conclut en tirant de l'exercice quelques perspectives sur les politiques à suivre.

Dans l'Amérique du Nord de l'après-11 septembre, le Canada fait face à de nouveaux enjeux en matière d'économie et de sécurité mais sa population souhaite le maintien d'une véritable frontière. Tout comme les Américains, dont on ne saurait s'attendre qu'ils acceptent de modifier le système de règlement des conflits de l'ALENA pour soustraire les entreprises canadiennes aux

Résumé

tracasseries juridiques infligées à quiconque fait des affaires aux États-Unis. Ces derniers mois, on a beaucoup discuté en haut lieu des grands schémas d'une intégration nord-américaine plus poussée et de la nécessité pour le Canada d'offrir davantage aux Américains s'ils souhaitent s'intégrer à ce « périmètre ». Les adeptes de cette vision semblent croire que nous ne pouvons traiter avec les États-Unis qu'en concentrant tous les aspects de nos relations communes au sein d'un cadre centralisateur. Pourtant, soutient Robert Wolfe, les institutions pluralistes que nous possédons déjà conviennent parfaitement à nos deux pays.

Ces grands schémas ont trouvé une expression symbolique en septembre 2002, lorsque le pont Ambassador reliant Détroit et Windsor a servi de toile de fond à la signature du *Smart Border Accord* par le président américain et le premier ministre canadien. Ce pont majestueux a pu faire rêver certains d'une arche constitutionnelle qui donnerait aux relations canado-américaines un seul et robuste cadre d'État à État, accompagné d'un même ensemble d'outils politiques cohérents. Ce cadre symbolique offre pourtant une image trompeuse de notre avenir commun.

Plutôt que des arches d'un pont en guise de métaphore constitutionnelle, l'auteur suggère l'image d'un *kaléidoscope* aux formes et aux couleurs toujours changeantes, à l'exemple justement de bon nombre de nos institutions communes. Les textes juridiques traduisant le mode de vie nord-américain ne pouvant donc être regroupés en un document général, il y ajoute cette autre image d'une *porte de réfrigérateur* sur laquelle chacun aimante à l'intention de tous les messages témoignant d'un engagement à vivre ensemble. Par contraste avec la photo des deux chefs d'État signant un seul accord visant à résoudre tous leurs problèmes politiques, il offre enfin l'image d'un *couteau suisse* qui intègre une multitude d'outils s'adaptant à l'infini aux besoins de millions d'utilisateurs. Suivant cette « diplomatie du couteau suisse », les relations canado-américaines deviennent la responsabilité de tous et non seulement des chefs de gouvernement. Car si le Canada doit éviter de faire du sur place, conclut Robert Wolfe, il n'a aucunement besoin de tout faire entrer dans un même cadre. Il ne faut pas chercher les institutions nord-américaines uniquement à Washington ou sur un pont diplomatique reliant la capitale américaine à Ottawa. Elles sont plutôt partout où on veut bien les trouver.